

UNE BOÎTE DE CENDRES, L'ÉTAT ET LA PRO-CHaine RÉVOLUTION À CUBA...

Cuba sans Fidel Castro. L'événement qu'imaginaient depuis des années les adeptes et les ennemis du *Lider Máximo* est devenu réalité accomplie. Sans faire beaucoup d'efforts pour le ressentir, nous avons perçu un silence public intense tout relatif face à l'imposante machinerie étatique de deuil national. Les opposants anticastristes ont souligné que ce mutisme était un signe de la crainte de représailles que pourraient subir ceux qui célèbrent l'événement au milieu du deuil officiel.

En dix ans, Raul Castro a eu le grand mérite de desserrer les tensions autoritaires que laissa son frère Fidel afin que l'essentiel du système continue de perdurer et pour créer les conditions générales afin que le raisonnement de cet autre général-président de Holguín, Fulgencio Batista, soit effectif: «(...) *Il existe deux types de socialisme. L'un d'eux signifie l'anarchie et l'autre fonctionne sous la discipline du gouvernement. L'un d'eux doit être réaliste (...) nous voulons enseigner au peuple le fait que les travailleurs et le capital sont nécessaires et doivent coopérer. Nous voulons bannir les idées utopiques qui ne fonctionneront pas, mais en lesquelles notre peuple croit*» (1).

Le 20 novembre 2017 marquera l'anniversaire des 80 ans du premier rassemblement de masses organisé et géré par le sergent colonel Fulgencio Batista, pour cela il utilisa alors le ministère du Travail, qui lui garantissait la présence obligatoire des employés des services publics de La Havane; l'armée lui permit de réquisitionner par la force des trains, des camions, des tramways, des voitures, afin de concentrer entre 60.000 et 80.000 personnes dans le stade *La Tropical*. De la propagande médiatique pour promouvoir ce qui a été appelé alors *Plan triennal* de l'avant-dernier dictateur.

Ce fut le premier acte à Cuba de ce qui deviendra une technologie dramaturgique de mobilisation de masses permanente en fonction des intérêts exclusifs de l'État cubain, qui ensuite sera gérée durant plus d'un demi-siècle avec une maestria inégalée par Fidel Castro. Ce qui fut en 1937 une balbutiante initiative autoritaire à peine gérée par le ministère du travail et l'armée nationale devint à partir de 1959 une technique d'usage quotidien couvrant jusqu'à aujourd'hui l'ensemble des institutions du pays et des millions de personnes à travers tout le territoire national.

Fidel Castro est parvenu, avec une conjoncture historique favorable, à contester directement la domination des États-Unis sur Cuba. Sous l'effet sublimant de cet objectif colossal, additionné à son talent superbe de prince machiavélique, il a réussi à convertir en un système ce qui n'aura été qu'une simple phrase démagogique de Batista: «*un socialisme sous la discipline du gouvernement*» qui a survécu aux plus grands désastres de la dernière moitié du siècle précédent et qui a converti l'État cubain en une machine imposante n'ayant aucune réserve en déclarant comme lors du 1^{er} mai 2008 que «*le est la souveraineté nationale*», c'est-à-dire... le *national-socialisme*.

Un modèle de gouvernance surgit en raison de la place particulière de l'île sur la scène de la guerre froide en tant qu'allié privilégié de l'URSS en Amérique latine. Ce qui a permis à l'État cubain de compter des ressources exceptionnelles pour mettre en œuvre les programmes phares de l'éducation intégrale, de l'enseignement préscolaire à l'enseignement supérieur. Un système de santé universel et gratuit, le plein emploi, l'urbanisation massive, des améliorations fondamentales pour la vie de millions d'exclus par le capitalisme néocolonial qui distinguèrent Cuba du reste des pays de la région. Comme partout où ces politiques ont été mises en œuvre, elles ont permis une amélioration substantielle du niveau de vie des masses les

(1) Grâce au chercheur américain Robert Wkitney nous pouvons avoir accès à ce document qui est disponible dans le livre *État et révolution à Cuba*, Éditions Sciences sociales de La Havane en 2010, p.230.

plus délaissées, mais en parallèle de ces réalisations et simultanément, - de façon stratégique - elles ont permis un renforcement sans précédent du réseau des institutions gouvernementales qui ont conduit à une véritable apothéose de bien-être à Cuba.

Mais Fidel Castro a fait beaucoup plus avec l'utilisation de ces énormes ressources acquises à partir de la relation privilégiée avec l'URSS, il a converti l'État cubain en un acteur influent en politique internationale, dans la décolonisation de l'Afrique, en Asie et dans l'expansion des mouvements anti-impérialistes en Amérique latine.

Puis, quand la puissance impériale soviétique s'effondra, Fidel Castro et son immense prestige international ressuscita un nouveau mouvement anti-néolibéral en Amérique latine qui allait se concrétiser par la mise en place de nouveaux gouvernements dans des pays très importants de la région. Le tout accompagné de la mise en œuvre à Cuba d'un programme sans précédent de services médico-sanitaires de l'État à destination des pays les plus pauvres du monde.

Cependant, nous devons dire aussi que tous les mouvements anticolonialistes et anti-néolibéraux que soutint Fidel Castro depuis Cuba se trouvent, une décennie et demie plus tard dans une profonde crise politique, morale et épistémologique, depuis l'Afrique du Sud, l'Angola, l'Algérie, jusqu'au Venezuela, au Brésil, en Argentine. Par ailleurs, ce programme admirable et sans précédent de services médico-sanitaires cubains pour les pays du tiers-Monde est aujourd'hui la principale source de revenus pour la bourgeoisie fidéliste qui gère l'État cubain.

La mort du Lider Máximo vient à un moment où l'appareil étatique cubain, ressuscité dans les années 1959-1960, est plongé dans une autre crise de reproduction matérielle et est noyé par les dépenses en investissement et en contrôle social. Cette situation particulière est favorable aux élites gouvernementales qui tirent pleinement profit de la situation pour démanteler l'État de bien-être cubain de l'époque de Fidel Castro et de la guerre froide.

Dans leur souci de perfectionner et de rationaliser le capitalisme d'État à Cuba, les héritiers de Fidel Castro ont deux outils fondamentaux légués par Fulgencio Batista: la *Centrale des travailleurs de Cuba*, organisation syndicale forgée en janvier 1939 qui est le produit de l'alliance entre l'appareil politico-militaire de Batista et les stalinien cubains. Cette organisation a jusqu'à aujourd'hui garantit le contrôle total du mouvement ouvrier cubain par l'État et les gouvernements successifs.

Le *Code de défense sociale* d'avril 1939, un élément-clé qui représentait bien l'esprit fasciste batistien, est un autre instrument hérité du sergent-colonel Batista. Il a été ratifié avec des noms distincts et revigorés jusqu'à l'infini sous le pouvoir de Fidel Castro. Depuis sa promulgation, il a servi à régulariser la peine de mort pour les délits politiques, le rôle des tribunaux militaires et l'arbitraire répressif en général; la pièce juridique oubliée par toutes les tendances politiques tant pro-démocratiques que pro-dictatoriales, le *Code de défense sociale* n'a pas été officiellement annulée, ni par la Constitution de 1940, ni celle de 1976 ou celle 1992. Il prouve encore aujourd'hui sa totale utilité contre les conflits sociaux que généreront le démantèlement de l'État de l'état de bien-être stalinien cubain dans les prochaines années.

Dès le 10 janvier 1959, le journal *El Libertario*, qui reparaisait après une fermeture imposée par la police secrète de Batista, a publié le texte aujourd'hui oublié d'un militant anarchiste, Antonio Landrián, où pour la première fois il constatait ces confluences:

«*La Révolution fidéliste du 26 juillet a triomphé. Son idéal triomphera-t-il? Quel est son idéal? Principalement la liberté ou dit impérativement: la libération. De quoi? Du joug de Batista. Le joug batistien était la violence, l'imposition, le détournement, le despotisme, la contrainte, la torture, l'obstination, l'autoritarisme en soumettant les individus en chaîne. Il était le centralisme, la corruption et la servilité inconditionnelle... Tant que restera sur pied l'un des piliers du régime vaincu de Batista, la révolution dirigée par Fidel Castro n'aura pas assuré sa victoire*».

Exceptées la violence et la torture policière, qui depuis quelques années ont un rôle temporairement moins public et moins visible à Cuba, tous les autres facteurs identifiés par Landrián sont restés intacts depuis la dictature précédente, mais en plus ils ont eu un renforcement et un développement exponentiel

(1) Il restera toutefois à les convaincre de rejoindre (d'impulser?) des syndicats locaux d'industrie sous forme de section ou une union syndicale plutôt que la forme du syndicat de métier choisie ici, avec toutes les limites corporatistes qu'on connaît.

depuis 1959 jusqu'à aujourd'hui. Ce qui fit que le propre Landrián et les compagnons qui éditait *El Libertario*, ne purent profiter des airs de liberté de cette révolution fidéliste que jusqu'à mai 1960, moment où ils furent à nouveau emprisonnés, exilés et interdits par la nouvelle police politique «révolutionnaire».

Des amis qui se trouvaient dans le parc central de la ville d'Artemisa à l'heure où est mort Fidel ont été expulsés des lieux par la police et les agents de la sécurité de l'État, parce que «*ce n'est pas le moment d'être assis dans le parc à converser*»; des étudiants boursiers dans une université havanaise nous ont raconté que des policiers en civil, qui pullulent en ces institutions, ont fermé les portes d'accès à leurs chambres le soir du 28 novembre, car «*ils doivent aller à la place de la Révolution ou aller dans la rue jusqu'à ce que s'achève le rassemblement*». La paralysie du transport étatique dans la capitale à partir de midi le 29 novembre pour s'assurer que la population soit dans la rue pour se rendre à l'hommage à Fidel Castro de 19 heures, l'interdiction de toutes les activités sportives dans les espaces verts adjacents à toutes les grandes avenues, des amendes allant jusqu'à 1.500 pesos (trois mois intégraux de salaire) pour ceux qui sont saisis à consommer de l'alcool en public les jours de deuil... sont un infime échantillon de ce que sont les procédures quotidiennes avec lesquelles opèrent les défenseurs étatiques du supposé socialisme à Cuba.

Fidel Castro nous laisse un pays avec l'un des niveaux d'éducation, de santé et de qualité de vie le plus haut en Amérique, mais tout cela est traversé par l'intérêt stratégique d'un fonctionnement stable de la machine d'État, au nom de la lutte contre l'impérialisme Yankee et ses laquais locaux. Dans la réalisation de ce projet, il a donné lieu à une société qui est au bord d'une crise migratoire permanente et voit poindre un effondrement démographique à l'horizon. Dans tout cela les politiques impériales Yankees ont joué un rôle décisif, mais pas plus décisif que la dictature sur le prolétariat cubain conduite par Fidel Castro qui a transformé Cuba en un territoire peuplé par un «*... immense troupeau d'esclaves salariés (...) qui demandent à être esclaves pour améliorer leur condition*», accomplissant ainsi les cauchemars les plus douloureux de l'anarchiste cubain Carlos Balino, en 1897, dans son texte *Fausse prophétie*.

Durant les longues journées de deuil officiel que nous avons vécu à Cuba, s'est de plus en plus fait visible la naissance d'un nouveau slogan de masses: «*Je suis Fidel!*» qui exprime très bien l'état de cette amputation collective. Et parmi l'immense mer de drapeaux, de photos et d'affiches auto-élaborés que nous avons vue à la télévision depuis Santiago de Cuba, il y en avait une portée par une femme qui disait: «*Je suis Fidel! À vos ordres!*». Un tel écart grammatical et existentiel deviendra de plus en plus commun dans la pensée d'un peuple qui a eu la choquante expérience de voir l'incarnation la plus dominante du pouvoir dans l'histoire de Cuba transformée en une simple boîte de cendres, un peuple qui devra apprendre à vivre sans les ordres de son Commandant en chef et peut-être «*découvrira-t-il sur ce chemin qu'il ne nécessite plus de commandants, plus d'ordres, mais plus de fraternité, plus d'auto-organisation, moins de bassesse et de misère morale pour ceux qui sont en bas de l'échelle sociale, plus de responsabilité sur nos vies, plus d'imagination communisante*», pour vaincre l'esprit et les représentants de la nouvelle bourgeoisie fidéliste, parasitaire et bureaucratique qui est maintenant en train de reconstruire intégralement sous notre nez à Cuba le capitalisme et ses vieilles horreurs, ces représentants qui font semblant de pleurer quand en réalité ils sont à la fête.

Les proportions qu'atteindra désormais le fidélisme en tant que courant d'idées dans le gauchisme, en dehors et à l'intérieur de Cuba, sera l'expression exacte de la banqueroute morale des gauches autoritaires, étatistes et développementalistes dans le monde et mettra à nouveau sur la table la nécessité de poursuivre le labeur: «*... les modes les plus sûrs de miner les fondements de l'ordre social d'aujourd'hui et d'en créer d'autres sans que la maison s'écroule...*», comme l'a noté en janvier 1890 José Martí, en pensant à «*... ce tendre et radieux Bakounine*».121

Marcelo «Liberato» SALINAS
Traduction: Daniel PINÓS.

Marcelo «Liberato» SALINAS, est le pseudonyme d'un jeune anarchiste cubain qui vit et lutte jour après jour à Cuba pour le développement des idées libertaires dans l'archipel cubain.

(2) Depuis l'Hudson, Œuvres complètes, tome 12, p.378, Éditions Sciences sociales, La Havane, 1982.